

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 2 avril 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur et l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de navigation du Canal de Gand à Terneuzen", a donné le 7 juillet 1999 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 2 april 1999 door de Minister van Vervoer verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende politie-reglement van de Beneden-Zeeschelde en van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaart-reglement voor het Kanaal van Gent naar Terneuzen", heeft op 7 juli 1999 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

I. Observation générale quant à la compétence

La demande d'avis du Ministre des Transports comporte la précision suivante :

"Op verzoek van het Overlegcomité Federale Regering - Gemeenschaps- en Gewestregeringen in haar vergadering van 7 oktober 1998 wordt de Raad van State uitdrukkelijk gevraagd zich te willen uitspreken over de bevoegdheid met betrekking tot artikel 14 van het ontwerp met name of de afmetingen en diepgang van de schepen in het kanaal van Gent naar Terneuzen vastgesteld worden door de federale Overheid of door de overheid van het Vlaamse Gewest ?".

.../...

Au procès-verbal de la séance du 7 octobre 1998 du Comité de concertation, on peut lire, notamment ce qui suit :

"Lors de la réunion du groupe de travail qui a eu lieu le 30 septembre 1998 en préparation de la Conférence interministérielle des communications et de l'infrastructure, un échange de vue a eu lieu sur le texte du projet d'arrêté royal. Lors de cette réunion, la Région flamande a donné son accord sur le projet sous réserve de biffer l'article 14 du projet qui modifie des normes en matière de dimension des bâtiments qui naviguent sous le canal de Gand à Terneuzen.".

L'article 14 du projet tend à modifier les dimensions des bateaux prévues à l'article 38, § 1er, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de navigation du Canal de Gand à Terneuzen.

En exécution de l'article 39 de la Constitution, l'article 6, § 1er, X, alinéa premier, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988, a attribué aux Régions, en ce qui concerne les travaux publics et le transport, notamment, les compétences suivantes :

"2° les voies hydrauliques et leurs dépendances;

2°bis le régime juridique de la voirie terrestre et des voies hydrauliques quel qu'en soit le gestionnaire, à l'exclusion des voies ferrées gérées par la Société nationale des chemins de fer belges.".

.../...

Ainsi que l'a mis en évidence la Cour d'arbitrage,

"il faut considérer que le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils ne disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées." (1).

La compétence de la Région dans la matière de la voirie terrestre et hydraulique comprend dès lors également l'adoption de règles relatives à cette voirie.

Cette compétence ne comprend toutefois pas le pouvoir d'adopter les règles de police générale ou la réglementation relative aux communications et aux transports, matière qui est restée fédérale, ainsi qu'il ressort de l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale précitée, qui prévoit que les Gouvernements régionaux doivent être associés à l'élaboration de ces règles (2).

Selon les travaux préparatoires de cette disposition (3), la «police générale» concerne les réglementations de police applicables aux divers modes de transports, telles que le règlement général des voies navigables et la police de la navigation maritime.

Fixer les dimensions maximales des bateaux sur une voie hydraulique relève de la police générale et de la

(1) Arrêt n° 2/97 du 16 janvier 1997, point B.3.1.

(2) C.A., n° 5/96, 18 janvier 1996, Moniteur belge du 2 février 1996, point B.2.

(3) Doc. parl., Chambre, S.E. 1988, n° 516/1, p. 21.

réglementation relative aux communications et aux transports et ressortit, dès lors, à la compétence de l'autorité fédérale. Il en est ainsi, même si cette réglementation concerne une voie hydraulique déterminée, en l'espèce la partie belge du canal de Gand à Terneuzen, telle qu'elle est délimitée conformément à l'article 1er de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 précité.

Cette compétence fédérale, à l'exercice de laquelle les Régions doivent être associées (1), ne préjudicie pas à leur compétence en matière de gestion des voies hydrauliques et de leurs dépendances.

Il pourrait même se concevoir que, dans l'exercice de celle-ci les Régions fixent, au titre de leurs pouvoirs implicites (article 10 de la loi spéciale précitée), des dimensions inférieures aux dimensions maximales imposées par l'autorité fédérale, ceci afin de veiller au bon état et à la conservation de la voirie fluviale (2).

*

* *

-
- (1) Au sujet de l'alinéa 4 du préambule, s'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence à l'association des gouvernements régionaux sous la forme d'un considérant, cette manière de faire n'est actuellement plus d'usage. L'association des gouvernements régionaux est actuellement à faire figurer sous la forme d'un visa, comme les autres formalités visées. On écrira, conformément à la nouvelle formule adoptée : "Vu l'association des Gouvernements de Région à l'élaboration du présent arrêté;".
- (2) Voir en ce sens, par analogie, l'arrêt de la Cour d'arbitrage, n° 68/96 du 28 novembre 1996, points B.11.1 à B.11.4 (Moniteur belge du 18 décembre 1996).

.../...

II. Observations particulières

Outre l'observation générale, le projet à l'examen appelle de nombreuses remarques au point de vue de la légistique. Quelques unes sont formulées ci-après à titre d'exemple; pour le surplus, il est fait référence à la circulaire "Légistique Formelle, Recommandations et formules" disponible sur le site Internet (<http://www.raadvst-consetat.fgov.be>).

Article 1er

Il convient d'écrire "remplacé par l'arrêté royal du 9 février 1996" au lieu de "modifié par l'arrêté royal du 9 février 1996". L'article 27 de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur a, en effet, été entièrement remplacé par ce dernier arrêté royal. La même observation vaut pour les articles 2 et 3.

Article 2

Comme l'arrêté royal du 23 septembre 1992 précité a déjà été cité à l'article 1er, il convient d'écrire "du même arrêté", au lieu de citer cet arrêté royal avec sa date et son intitulé complet. La même observation vaut pour les articles 3, 4, 5, 6, 9 et 10.

.../...

Article 3

Il convient d'écrire "Dans l'article 29, § 2, 1°," au lieu de "Dans l'article 29, § 2. au point 1°".

Article 4

Il y a lieu d'écrire "Dans l'article 31, § 1er, 6," au lieu de "Dans l'article 31, § 1er. au point 6".

Comme l'article 31, § 1er, 6, n'a pas été modifié par l'arrêté royal du 9 février 1996 précité, on omettra par ailleurs la mention de cet arrêté royal.

Enfin, en ce qui concerne les mots qui remplacent les mots "à l'annexe 1", il convient d'écrire "à l'article 34, § 1er" au lieu de "à l'Art. 34, § 1er".

Article 5

On écrira "Dans l'article 31, § 1er, 8°," au lieu de "Dans l'article 31, § 1er. au point 8°".

Article 6

A l'article 32 en projet, il convient d'omettre les mots "du présent arrêté".

.../...

Dans les conditions qui figurent aux 1° à 4° de l'article 32 en projet, il est préférable d'utiliser la formulation "est", au lieu d'utiliser la formulation "soit" (comme au 1°, au 3° et au 4°) ou "se trouve" (comme au 2°).

Article 7

Il faut écrire "du même arrêté" au lieu de "du même arrêté royal". La même observation vaut pour la phrase liminaire de l'article 8.

Par ailleurs, en ce qui concerne les mots qui remplacent les mots "visées aux annexes 1 à 4 du présent arrêté", il convient d'écrire "visées à l'article 34" au lieu de "visées dans l'article 34 de cet arrêté royal".

Article 8

A l'article 34, § 1er, en projet, dans les mots introductifs de l'énumération, il est préférable d'écrire "transportant l'une des matières dangereuses visées ci-dessous" au lieu de "transportant des matières dangereuses visées ci-dessous". La même observation vaut pour l'article 25, § 1er, en projet, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de navigation du Canal de Gand à Terneuzen (article 13 du projet).

Il convient de diviser l'article 34, § 1er, en projet en "1°", "2°", "3°", etc., au lieu de procéder à une division en "1.", "2.", "3.", etc., ainsi que de rédiger en

.../...

caractère minuscule la première lettre de chaque point. La même observation vaut pour l'article 25, § 1er, en projet, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 précité (article 13 du projet).

A l'article 34, § 1er, 1. (devenant 1°) en projet, comme le Code IMDG est déjà défini à l'article 2, 13°, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 précité, il est inutile de procéder à une nouvelle définition. On écrira donc "du Code IMDG" au lieu de "du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG)". La même observation vaut pour l'article 25, § 1er, 1. (devenant 1°), en projet, de cet arrêté (article 13 du projet).

A l'article 34, § 1er, 4. (devenant 4°) en projet, il convient de faire figurer un point-virgule, et non un point, après les mots "sans limitation de poids". La même observation pour l'article 25, § 1er, 4. (devenant 4°) en projet, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 précité (article 13 du projet). Le texte néerlandais de ces deux articles en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans le texte néerlandais du présent avis.

Il convient de diviser l'article 34, § 2, en projet, en "1°", "2°", "3°", etc., au lieu de procéder à une division en "a)", "b)", "c)", etc., ainsi que d'adapter en ce sens les renvois faits à ces divisions. La même observation vaut pour l'article 25, § 2, en projet, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 précité (article 13 du projet).

.../...

A l'article 34, § 2, a) (devenant 1°) en projet, comme l'ADNR est déjà défini à l'article 2, 17°, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 précité, il est inutile de procéder à une nouvelle définition. On écrira donc "de l'ADNR" au lieu de "du Règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin (ADNR)".

A l'article 34, § 2, d) (devenant 4°) en projet, il convient d'écrire "de ce ou ces bateaux" au lieu de "des ce(s) bateau(x)". La même observation vaut pour l'article 25, § 2, d) (devenant 4°) en projet, de l'arrêté royal précité (article 13 du projet).

Article 9

Il convient d'omettre le mot "incluse".

Par ailleurs, comme les annexes 1 à 4 n'ont pas été modifiées par l'arrêté royal du 9 février 1996, on omettra la mention de cet arrêté royal.

Article 10

Comme les annexes 5 et 6 ont été ajoutées par l'arrêté royal du 9 février 1996 et remplacées par l'arrêté royal du 9 décembre 1998, on écrira "ajoutées par l'arrêté royal du 9 février 1996 et remplacées par l'arrêté royal du 9 décembre 1998" au lieu de "modifié par les arrêtés royaux du 9 février 1996 et du 9 décembre 1998".

.../...

Par ailleurs, il convient d'écrire "deviennent respectivement les annexes 1 et 2" au lieu de "deviennent respectivement annexes 1 et 2".

Article 11

Il y a lieu d'écrire "Dans l'article 6, § 3, a), 3°, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de navigation du canal de Gand à Terneuzen" au lieu de "Dans l'article 6, § 3 au point 3° de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de navigation du canal de Gand à Terneuzen".

Par ailleurs, en ce qui concerne les mots qui remplacent les mots "visées aux annexes 2, 3 ou 4", il convient d'écrire "visées à l'article 25" au lieu de "visées dans l'article 25".

Article 12

On écrira "Dans l'article 6, § 4, b)," au lieu de "Dans l'article 6, § 4 sous b)".

Il convient d'écrire "du même arrêté" au lieu de "du même arrêté royal". La même observation vaut pour la phrase liminaire de l'article 13 et pour l'article 15.

.../...

Article 13

Dans l'article 25 en projet, il convient d'utiliser l'abréviation "m", pour désigner les mètres, par souci d'harmonie avec les autres dispositions en projet.

Article 15

En ce qui concerne les mots qui remplacent les mots "visées aux annexes 1, 2, 3 ou 4", il convient d'écrire "visées à l'article 25, § 1er et § 2" au lieu de "visées dans l'article 25 aux § 1er et 2".

Article 16

Comme l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de navigation du Canal de Gand à Terneuzen a déjà été cité à l'article 11, il convient d'écrire "du même arrêté", au lieu de citer cet arrêté royal avec sa date et son intitulé complet. La même observation vaut pour les articles 17 à 22.

Par ailleurs, comme l'article 43bis, § 1er, de cet arrêté n'a pas été modifié par l'arrêté royal du 9 février 1996, mais ajouté par celui-ci, l'on écrira "ajouté" au lieu de "modifié". La même observation vaut pour les articles 17 à 19.

.../...

Article 18

Il convient d'écrire "Dans l'article 43quater, § 2, 1°," au lieu de "Dans l'article 43 quater, § 2 au point 1°,".

Article 21

On omettra le mot "incluse".

Par ailleurs, comme les annexes 1 à 4 n'ont pas été modifiées par l'arrêté royal du 9 février 1996, on supprimera la mention de cet arrêté royal.

Article 22

Comme l'annexe 5 n'a pas été modifiée par l'arrêté royal du 9 février 1996 et que les annexes 6 et 7 ont été ajoutées par l'arrêté royal du 9 février 1996 et remplacées par l'arrêté royal du 9 décembre 1998, l'on rédigera cet article comme suit :

"Art. 22. L'annexe 5 du même arrêté devient l'annexe 1. Les annexes 6 et 7 du même arrêté, ajoutées par l'arrêté royal du 9 février 1996 et remplacées par l'arrêté royal du 9 décembre 1998 deviennent respectivement les annexes 2 et 3.".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

*

*

I. Algemene opmerking betreffende de bevoegdheid

De adviesaanvraag van de Minister van Vervoer bevat de volgende precisering :

"Op verzoek van het Overlegcomité Federale Regering - Gemeenschaps- en Gewestregeringen in haar vergadering van 7 oktober 1998 wordt de Raad van State uitdrukkelijk gevraagd zich te willen uitspreken over de bevoegdheid met betrekking tot artikel 14 van het ontwerp met name of de afmetingen en diepgang van de schepen in het kanaal van Gent naar Terneuzen vastgesteld worden door de federale Overheid of door de overheid van het Vlaamse Gewest ?".

In de notulen van de vergadering d.d. 7 oktober 1998 van het Overlegcomité staat inzonderheid het volgende te lezen :

.../...

"Tijdens de vergadering van de werkgroep die heeft plaatsgehad op 30 september 1998 ter voorbereiding van de Interministeriële Conferentie voor Verkeer en Infrastructuur, werd van gedachten gewisseld over de tekst van het ontwerp van koninklijk besluit. Het Vlaamse Gewest heeft tijdens deze vergadering eveneens zijn akkoord gegeven over het ontwerp onder voorbehoud van de schrapping van artikel 14 van het ontwerp dat de normen wijzigt met betrekking tot de afmetingen van schepen die op kanaal Gent-Terneuzen varen en dat is volgens het Vlaamse Gewest een gewestelijke bevoegdheid.".

Artikel 14 van het ontwerp strekt tot wijziging van de afmetingen van de schepen bepaald in artikel 38, § 1, van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaartreglement voor het Kanaal van Gent naar Terneuzen.

Met toepassing van artikel 39 van de Grondwet zijn bij artikel 6, § 1, X, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, op het stuk van de openbare werken en het vervoer, inzonderheid de volgende bevoegdheden opgedragen aan de gewesten :

"2° de waterwegen en hun aanhorigheden;

2°bis het juridisch stelsel van de land- en waterwegen, welke ook de beheerder ervan zij, met uitzondering van de spoorwegen beheerd door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.".

.../...

Het Arbitragehof heeft erop gewezen dat

"de Grondwetgever en de bijzondere wetgever, voor zover zij er niet anders over hebben beschikt, (moeten) worden geacht aan de gemeenschappen en de gewesten de volledige bevoegdheid te hebben toegekend tot het uitvaardigen van regels die eigen zijn aan de aan hen toegewezen aangelegenheden." (1).

De bevoegdheid van de gewesten op het stuk van de wegen en de waterwegen omvat dan ook tevens het uitvaardigen van regels betreffende die wegen.

Die bevoegdheid omvat echter niet het aannemen van de regels van de algemene politie en de reglementering op het verkeer en vervoer, wat een federale aangelegenheid is gebleven, zoals blijkt uit artikel 6, § 4, 3°, van de voormelde bijzondere wet, welke bepaling voorschrijft dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van die regels moeten worden betrokken (2).

Volgens de parlementaire voorbereiding van die bepaling (3) betreft de "algemene politie" de politiereglementen van toepassing op de verschillende vervoerswijzen, zoals het algemeen reglement van de scheepvaartwegen en de politie op de zeevaart.

(1) Arrest nr. 2/97 van 16 januari 1997, punt B.3.1.

(2) Arbitragehof, nr. 5/96 van 18 januari 1996, Belgisch Staatsblad van 2 februari 1996, punt B.2.

(3) Gedr. St., Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, blz. 21.

Het vaststellen van de maximumafmetingen van de schepen op een waterweg maakt deel uit van de algemene politie en de reglementering op het verkeer en vervoer en behoort dan ook tot de bevoegdheid van de federale overheid. Dat geldt ook wanneer de reglementering betrekking heeft op een welbepaalde waterweg, in casu het Belgische gedeelte van het kanaal Gent-Terneuzen, zoals dat gedeelte bepaald is overeenkomstig artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992.

Die federale bevoegdheid, bij de uitoefening waarvan de gewesten betrokken dienen te worden (1), doet geen afbreuk aan het feit dat de gewesten bevoegd zijn voor het beheer van de waterwegen en de aanhorigheden ervan.

Er zou zelfs kunnen worden aangenomen dat de gewesten bij de uitoefening van die bevoegdheid op basis van hun impliciete bevoegdheden (artikel 10 van de voormelde bijzondere wet) lagere maximumafmetingen vaststellen dan de door de federale overheid opgelegde maximumafmetingen

(1) In verband met het vierde lid van de aanhef dient het volgende te worden gesteld. Vroeger werd inderdaad verwezen naar het erbij betrekken van de gewestregeringen in de vorm van een overweging; maar zulks is thans niet meer gebruikelijk. Dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van het besluit betrokken zijn, behoort thans aangegeven te worden in de vorm van een bepaling in de aanhef die begint met "Gelet op", zoals voor de andere genoemde vormvereisten. Men schrijve, overeenkomstig de aangenomen nieuwe formule : "Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;".

teneinde de goede staat en het voortbestaan van de binnenwateren te garanderen (1).

*

*

*

II. Bijzondere opmerkingen

Het onderzochte ontwerp geeft, bovenop de algemene opmerking, aanleiding tot talrijke wetgevingstechnische opmerkingen. Hieronder worden bij wijze van voorbeeld enkele opmerkingen gemaakt. Voor het overige wordt verwezen naar de circulaire "Wetgevingstechniek, Aanbevelingen en formules" die kan worden geraadpleegd op de internetsite (<http://www.raadvst-consetat.fgov.be>).

Artikel 1

In plaats van "gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 februari 1996" dient te worden geschreven "vervangen bij het koninklijk besluit van 9 februari 1996". Artikel 27 van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaartreglement voor de Beneden-Zeeschelde is bij dat koninklijk besluit immers volledig vervangen. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 2 en 3.

(1) Zie in die zin, een analoge zaak in arrest nr. 68/96 d.d. 28 november 1996 van het Arbitragehof, punten B.11.1 tot B.11.4. (Belgisch Staatsblad van 18 december 1996).

Artikel 2

Aangezien het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992 reeds ter sprake is gekomen in artikel 1, behoort te worden geschreven "van hetzelfde besluit" in plaats van dat koninklijk besluit te citeren door de datum en het volledige opschrift ervan op te geven. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 3, 4, 5, 6, 9 en 10.

Artikel 3

In plaats van "In artikel 29, § 2. onder 1°" behoort te worden geschreven "In artikel 29, § 2, 1°,".

Artikel 4

In plaats van "In artikel 31, § 1. onder 6." behoort te worden geschreven "In artikel 31, § 1, 6,".

Overigens dienen de woorden ", gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 februari 1996" te vervallen, aangezien artikel 31, § 1, 6, niet bij dat besluit is gewijzigd.

Ten slotte dient de tekst die in de plaats komt van de woorden "in bijlage 1" te worden geschreven als "in artikel 34, § 1" en niet als "in Art. 34, § 1".

.../...

Artikel 5

In plaats van "In artikel 31, § 1. onder 8°" behoort te worden geschreven "In artikel 31, § 1, 8°,".

Artikel 6

In het ontworpen artikel 32 dienen de woorden "van dit besluit" te vervallen.

Bij de voorwaarden vermeld in de onderdelen 1° tot 4° van het ontworpen artikel 32 gebruike men in de Franse tekst het woord "est", in plaats van het woord "soit" (zoals in de onderdelen 1°, 3° en 4°) of van de woorden "se trouve" (zoals in onderdeel 2°).

Artikel 7

Er dient "van hetzelfde besluit" in plaats van "hetzelfde koninklijk besluit" te worden geschreven. Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 8.

In verband met de woorden die dienen ter vervanging van de woorden "vermeld in bijlagen 1 tot 4 bij dit besluit", behoort te worden geschreven "vermeld in artikel 34" in plaats van "vermeld in artikel 34 van dit koninklijk besluit".

.../...

Artikel 8

In het ontworpen artikel 34, § 1, schrijve men om de opsomming in te leiden : "dat een van de volgende gevaarlijke stoffen vervoert" in plaats van "dat de volgende gevaarlijke stoffen vervoert". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 25, § 1, van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaartreglement voor het Kanaal van Gent naar Terneuzen (artikel 13 van het ontwerp).

Het ontworpen artikel 34, § 1, dient te worden onderverdeeld in "1°", "2°", "3°", enz., in plaats van in "1.", "2.", "3.", enz., en de eerste letter van elk punt dient met een kleine letter te worden geschreven. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 25, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992 (artikel 13 van het ontwerp).

Aangezien de IMDG-Code reeds omschreven is in artikel 2, 13°, van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992, is het overbodig om in het ontworpen artikel 34, § 1, 1. (dat onderdeel 1° wordt), opnieuw een omschrijving te geven. Men schrijve dus "van de IMDG-Code" in plaats van "van de International Maritime Dangerous Goods Code (IMDG-Code)". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 25, § 1, 1. (dat onderdeel 1° wordt), van dat besluit (artikel 13 van het ontwerp).

In het ontworpen artikel 34, § 1, 4. (dat onderdeel 4° wordt), behoort een puntkomma, en geen punt, te worden geplaatst na de woorden "ongeacht de hoeveelheid".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 25, § 1, 4. (dat onderdeel 4° wordt), van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992 (artikel 13 van het ontwerp). Voorts schrijve men in beide ontworpen artikelen "gevarenklassen" in plaats van "gevaren klassen".

Het ontworpen artikel 34, § 2, dient te worden onderverdeeld in "1°", "2°", "3°", enz., in plaats van in "a)", "b)", "c)", enz., en de verwijzingen naar die onderverdelingen dienen in die zin te worden aangepast. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 25, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992 (artikel 13 van het ontwerp).

Aangezien het ADNR reeds omschreven is in artikel 2, 17°, van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992, is het overbodig om in het ontworpen artikel 34, § 2, a) (dat onderdeel 1° wordt), opnieuw een omschrijving te geven. Men schrijve dus "in het ADNR" in plaats van "in het Reglement voor het vervoer van gevaarlijke stoffen over de Rijn (ADNR)".

In het ontworpen artikel 34, § 2, d) (dat onderdeel 4° wordt), schrijve men in de Franse tekst "de ce ou ces bateaux" in plaats van "des ce(s) bateau(x)". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 25, § 2, d) (dat onderdeel 4° wordt), van het voormelde koninklijk besluit (artikel 13 van het ontwerp).

.../...

Artikel 9

De woorden "en met" dienen te vervallen.

Aangezien de bijlagen 1 tot 4 niet gewijzigd zijn bij het koninklijk besluit van 9 februari 1996, behoort de verwijzing naar dat koninklijk besluit overigens te vervallen.

Artikel 10

Aangezien de bijlagen 5 en 6 toegevoegd zijn bij het koninklijk besluit van 9 februari 1996 en vervangen zijn bij het koninklijk besluit van 9 december 1998, schrijve men "toegevoegd bij het koninklijk besluit van 9 februari 1996 en vervangen bij het koninklijk besluit van 9 december 1998" in plaats van "gewijzigd door de koninklijke besluiten van 9 februari 1996 en 9 december 1998".

Voorts schrijve men "worden respectievelijk de bijlagen 1 en 2" in plaats van "worden respektievelijk bijlagen 1 en 2".

Artikel 11

Er dient te worden geschreven "In artikel 6, § 3, a), 3°, van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaartreglement voor het Kanaal van Gent naar Terneuzen" in plaats van "In artikel 6, § 3 onder 3° van het

.../...

koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaartreglement voor het Kanaal van Gent naar Terneuzen".

In verband met de woorden die in de Franse tekst dienen ter vervanging van de woorden "visées aux annexes 2, 3 ou 4", schrijve men voorts "visées à l'article 25" in plaats van "visées dans l'article 25".

Artikel 12

Men schrijve "In artikel 6, § 4, b),", in plaats van "In artikel 6, § 4 onder b)".

Er dient te worden geschreven "van hetzelfde besluit" in plaats van "van hetzelfde koninklijk besluit". Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 13 en voor artikel 15.

Artikel 13

In het ontworpen artikel 25 behoort voor de aanduiding van de meters de afkorting "m" te worden gebruikt om overeenstemming met de andere ontworpen bepalingen tot stand te brengen.

.../...

Artikel 15

In verband met de woorden die dienen ter vervanging van de woorden "bedoeld in bijlagen 1, 2, 3 of 4", behoort te worden geschreven "bedoeld in artikel 25, §§ 1 en 2" in plaats van "bedoeld in artikel 25 onder § 1 en 2".

Artikel 16

Aangezien in artikel 11 reeds verwezen is naar het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaartreglement voor het Kanaal van Gent naar Terneuzen, behoort te worden geschreven "van hetzelfde besluit", in plaats van de datum en het volledige opschrift van dat koninklijk besluit te vermelden. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 17 tot 22.

Aangezien artikel 43bis, § 1, van dit besluit niet gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 9 februari 1996, maar door dat besluit toegevoegd is, schrijve men bovendien "toegevoegd" in plaats van "gewijzigd". Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 17 tot 19.

Artikel 18

Men schrijve "In artikel 43quater, § 2, 1°," in plaats van "In artikel 43 quater, § 2, onder 1°".

.../...

Artikel 21

De woorden "en met" dienen te vervallen.

Aangezien de bijlagen 1 tot 4 niet gewijzigd zijn bij het koninklijk besluit van 9 februari 1996, behoort de verwijzing naar dat koninklijk besluit overigens te vervallen.

Artikel 22

Aangezien bijlage 5 niet gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 9 februari 1996 en de bijlagen 6 en 7 toegevoegd zijn bij het koninklijk besluit van 9 februari 1996 en vervangen zijn bij het koninklijk besluit van 9 december 1998, behoort dit artikel als volgt gesteld te worden :

"Art. 22. Bijlage 5 van hetzelfde besluit wordt bijlage 1. De bijlagen 6 en 7 van hetzelfde besluit, toegevoegd bij het koninklijk besluit van 9 februari 1996 en vervangen bij het koninklijk besluit van 9 december 1998, worden respectievelijk de bijlagen 2 en 3."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

assesseur de la
section de législation,
assessor van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée par M. C. AMELYNCK et
exposée par M. A. LEFEBVRE,
référendaires.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld door de
H. C. AMELYNCK en toege-licht
door de H. A. LEFEBVRE,
referendarissen.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN